



GUATEMALA



D 2078 • Gt7
1-15 juin 1996

MOTS-CLEFS

Répression
Ingérence
Impunité
Violence
Torture

Diffusion de l'information sur l'Amérique latine

DIAL • 38, rue du Doyenné - 69005 Lyon - France • Tél. 72 77 00 26 - Fax 72 40 96 70

LA PARTICIPATION DES USA À LA RÉPRESSION MILITAIRE PENDANT LA GUERRE CIVILE

Les cas de Diana Ortiz et d'Efraín Bámaca

Le combat acharné d'une religieuse nord-américaine pour découvrir ses anciens tortionnaires se joint à d'autres cas qui révèlent la participation des États-Unis dans la répression militaire pendant la guerre civile au Guatemala. Article paru dans Noticias Aliadas, 11 avril 1996, Lima, Pérou.

Diana Ortiz demande depuis dix ans qui est Alejandro. Cette religieuse ursuline de 37 ans affirme que la réponse jusqu'alors éludée mettra fin à son cauchemar personnel et fermera les blessures ouvertes pendant la guerre civile du Guatemala, qui a causé la mort de 140 000 à 200 000 personnes, en majorité des indigènes mayas.

Sa recherche acharnée a conduit Diana au parc Lafayette, face à la Maison Blanche à Washington, où elle a commencé le 31 mars 1996 un "jeûne pour la vérité", qu'elle a promis de poursuivre jusqu'à ce que le gouvernement de Bill Clinton réponde à sa demande. En novembre 1989, les membres d'un "escadron de la mort" ont séquestré la religieuse en l'enlevant de son lieu de retraite et l'ont conduite dans une prison clandestine de la ville de Guatemala où elle fut violée et torturée à plusieurs reprises.

C'est dans ce centre de détention qu'elle fit la connaissance d'Alejandro, un homme qui, selon ses

dières, parlait anglais avec un accent étatsunien et que ses tortionnaires appelaient "chef".

Alejandro, dit-elle, mit brutalement fin à la séance de torture lorsqu'il se rendit compte qu'elle était une religieuse des États-Unis, et il déclara avoir commis une "erreur de bonne foi" en la confondant avec une autre femme guatémaltèque.

Le "sauveur" de Diana Ortiz, qu'elle soupçonne de faire partie de l'Agence centrale de renseignement des États-Unis, la CIA, lui proposa de la conduire dans un refuge sûr (l'ambassade de son pays), mais la religieuse sauta du véhicule au premier coup de frein, car il était clair à ses yeux qu'il avait d'autres intentions.

Le Comité de surveillance des renseignements qui dépend de la Maison Blanche, a mis des mois pour constater les tortures et assassinats commis au Guatemala, dénoncés par Diana Ortiz et d'autres personnes. Le Comité divulguera les résultats de ces

enquêtes au printemps.

Le Comité a enquêté sur les cas dénoncés à l'encontre de hauts fonctionnaires du gouvernement du Guatemala, entre autres des personnes à la solde de la CIA, accusés de dissimuler les noms des personnes coupables de l'assassinat de Michel Devine, Nord-Américain qui travaillait dans un hôtel, en 1990.

D'autres informations mêlaient des hauts fonctionnaires militaires à la disparition du guérillero guatémaltèque Efraín Bámaca¹, aperçu pour la dernière fois en juillet 1992.

Des représentants de Washington se réunirent avec l'épouse de Bámaca, l'avocate Jennifer Harbury des États-Unis, et discutèrent de son cas avec des fonctionnaires du gouvernement du Guatemala. Mais on sut par la suite qu'ils ne lui fournirent pas toute l'information dont ils disposaient sur le sort de son mari.

Un document du département de la défense dont on a enlevé la clause de

secret en raison de la démarche de J. Harbury devant la justice, a révélé que les fonctionnaires du gouvernement des États-Unis savaient que Bámaca avait été assassiné, autour de septembre 1993, au cours d'une action clandestine de l'armée.

J. Harbury ne divulgua pas ce qu'elle savait jusqu'à ce que, en 1995, le représentant démocrate Robert Torricelli affirme dans une lettre à Clinton que Bámaca avait été torturé et assassiné par l'armée du Guatemala avec, apparemment, la participation d'un informateur à la solde de la CIA. De plus, Torricelli déclara que le colonel guatémaltèque Julio Alpírez, qui reçut aussi de l'argent de la CIA, était compromis dans la mort de Devine².

“Des révélations ultérieures ont montré clairement que la CIA avait versé des millions de dollars à des unités de renseignement du Guatemala, notoirement violentes, même après que le gouvernement de George Bush ait arrêté l'assistance militaire et les ventes d'armes”, a déclaré le groupe Human Rights Watch, de New York. Le directeur de la CIA, John Deutch, a

1. Pour plus de détails sur l'histoire de l'affaire Bámaca, voir DIAL D 2023.

annoncé en septembre des actions sans précédents contre 11 fonctionnaires de cette agence, impliqués dans les dénonciations. Parmi ceux qui furent sanctionnés, on trouve le chef de la Division de l'Amérique latine du Directoire des opérations, qui fut congédié.

La religieuse a affirmé qu'elle désirait “pardonner” à ses tortionnaires mais elle a reconnu qu'elle ne pourrait pas le faire tant qu'elle ne connaîtrait pas leur identité.

“De même que le peuple du Guatemala, je veux me libérer de ces souvenirs, quitter ce cauchemar et cette salle où je fus retenue avec Alejandro et mes tortionnaires, a déclaré Diana Ortiz à plusieurs centaines de sympathisants qui vinrent au parc Lafayette lorsqu'elle inaugura son jeûne.

En réponse à sa lettre, Clinton lui a demandé d'attendre que le Comité de surveillance des renseignements termine ses recherches. “Je suis profondément ému par vos souffrances et je vous assure de la solidarité la plus sincère”, souligna le président.

“Je comprends qu'il est important de
2. Voir DIAL D 2023.

faire une enquête exhaustive, mais je ne vois pas pourquoi on ne me dit pas ce qui se passe”, répliqua Diana Ortiz. Dans une cour fédérale des États-Unis, J. Harbury accusa les fonctionnaires de la CIA, de l'Agence de sécurité nationale, le département d'État et d'autres organismes d'avoir violé ses droits civiques en lui dissimulant des informations sur la mort de son époux. Pendant ce temps, l'avocat de J. Harbury, José Pertierra, attend qu'une enquête du gouvernement détermine les responsabilités dans l'attentat à la bombe qui a transformé en janvier sa voiture en un tas de ferraille.

Pertierra, qui représente également D. Ortiz, a déclaré que les agents du Bureau fédéral de recherche (FBI) l'avaient récemment informé qu'ils avaient des pistes qui conduisaient au Guatemala.

Titre et traduction DIAL. En cas de reproduction, mentionner la source DIAL.

DIAL • 38, rue du Doyenné - 69005 LYON • Tél. 72 77 00 26 • Fax 72 40 96 70 • E-mail : dial@globenet.gn.apc.org.

Abonnement annuel : France 410 F • Europe 455 F • Avion Amérique latine - Afrique 515 F • USA-Canada 505 F

Points rencontre à Paris : CEDAL (Centre d'Etude du Développement en Amérique latine) - 43 ter, rue de la Glacière - 75013 Paris
Tél. (1) 43 37 87 14 - Fax (1) 43 37 87 18 et Service Droits de l'Homme - Cimade - 176, rue de Grenelle - 75007 Paris - Tél. (1) 44 18 60 50
Fax (1) 45 55 28 13.